

La Commune

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

**Chômage, précarité,
misère :
un été meurtrier !**

**150^e anniversaire de
la Commune de Paris**

Ouïghours

Amérique latine



**UNITÉ OUVRIÈRE
POUR CHASSER MACRON !**

La Commune, journal fondé en 1992 par Pedro Carrasquedo

Trimestriel de l'organisation La Commune - Pour un Parti des Travailleurs, Section française de la Ligue Socialiste Internationale

Nul besoin de jouer pour gagner



Le patron du PMU, Cyril Linette, perçoit un total de 775 000 euros de rémunération, fixe et variable, par an. A cette rémunération s'ajoute un parachute doré global très proche du million d'euros : pour être précis, 968 750 euros. Pendant ce temps-là, des suppressions d'emplois par centaines : 276 postes ont été supprimés en moins de trois ans, et 130 autres pourraient l'être d'ici la fin de l'année.

Tout est bon dans le Napoléon



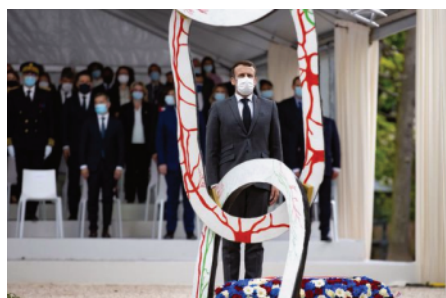
5 mai 2021, Emmanuel Macron a déclaré que « Napoléon Bonaparte est une part de nous ». A quelle part fait-il référence ? L'esclavagisme, l'impérialisme ? La réponse est probablement donnée cinq jours plus tard, le 10 mai.

Un silence valant mille mots

10 mai 2021, journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, Emmanuel Macron a opté pour une commémoration sans discours. « Un silence peut être solennel. Ceci étant, il est quand même édifiant de constater que le président de la République n'a rien trouvé à dire sur plus de deux siècles de l'Histoire de la France, alors qu'il y a cinq jours il faisait des gammes sur Napoléon Bonaparte », a tacle



Christiane Taubira. De même, l'historienne Myriam Cottias, directrice du Centre International de Recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES), a dénoncé sur Public Sénat le « silence » d'Emmanuel Macron : « le parallèle était fâcheux, quelques jours après la commémoration de Napoléon ».



Hasard du calendrier, le président a en effet préféré rendre hommage à un homme ayant rétabli l'esclavage.

Hasta la victoria siempre !

Les femmes de chambre de l'Ibis Bati-gnolles obtiennent satisfaction sur une grande partie de leurs revendications après 22 mois de lutte. C'est vendredi 21 mai que l'accord a été finalisé. « Je suis en joie, tout est bon dans ce texte ! », s'enthousiasmait, à la sortie de l'ultime séance de discussion, Rachel Keke. La CGT-HPE (hôtels de prestige et économiques) estime en effet que les augmentations de salaire seront « de 250 à 500 euros par mois ».



Pour le reste, il s'agit ni plus ni moins que l'application du droit du travail, ce qui en dit long sur la précarité des salarié.e.s des entreprises sous-traitantes du groupe Accor.

Lequel groupe Accor n'a pas accédé à la revendication d'intégration portée par les salarié.e.s : en train de multiplier les plans sociaux, il préfère sous-traiter à des entreprises esclavagistes ce type d'emploi ...

La crise sanitaire aggrave les inégalités

Le rapport fait état de 4,1 millions de mal-logés et 12 millions de personnes en situation de fragilité dans le logement.

Le 2 février dernier, la Fondation Abbé Pierre a sorti le 26ème rapport sur l'état du mal-logement en France et alerté sur les conséquences de la crise.

Le rapport fait état de 4,1 millions de mal-logés et 12 millions de personnes en situation de fragilité dans le logement.

L'étude de l'enquête de l'IFOP pour l'association Dons solidaires sur l'hygiène et la précarité révèle que trois millions de personnes se privent de produits d'hygiène de base. Cela concerne autant les produits d'hygiène corporelle individuelle mais aussi l'hygiène des enfants. En effet, 16 % des parents d'enfants en bas-âge ont des difficultés à acheter des couches pour leurs bébés.

Malgré la crise sanitaire et le séisme social, les groupes du CAC 40 vont verser à leurs actionnaires des dividendes supérieurs à leurs profits. « En ce printemps 2021, alors que la pandémie de Covid-19 n'en finit pas de ne pas finir, et alors que les groupes du CAC 40 continuent à bénéficier d'aides publiques massives... ils s'apprêtent à verser plus de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires. Soit 22 % de hausse par rapport à l'année passée », constate une étude de l'Observatoire des multinationales de mai 2021.

30 mai 2021

Sommaire

Bloc-notes

2

Editorial

3

Chômage, précarité,
misère

4

150^e anniversaire de la
Commune de Paris

6

Ouighours

9

Amérique latine

10

Editorial

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa dard corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face à la politique gouvernementale.

Un geste finalement inoffensif quand on le compare aux 4 morts, 353 blessé.e.s à la tête (dont 30 personnes éborgné.e.s), 20 blessé.e.s à la main (dont 6 mains arrachées), sans parler des blessé.e.s au dos, aux pieds ... En tout 993 signalements répertoriés par le journaliste David Dufresne depuis novembre 2018, des manifestations de Gilets jaunes jusqu'à aujourd'hui.

Face à cela, l'unanimité des politiques à pleurer sur le président et l'image de la fonction présidentielle en dit long sur leur servilité et leur soutien au régime de la V^e.

Mélenchon (LFI) : « Cette fois-ci vous commencez à comprendre que les violents passent à l'acte ? ». « Je suis solidaire du Président ».

Najat Vallaud-Belkacem (PS) : « Cette image du Président de la République giflé fait froid dans le dos ».

Fabien Roussel (PCF) a condamné « avec la plus grande fermeté l'agression dont a été victime le Président de la République ».

A l'unisson, les député.e.s se sont mis.es. debout à l'Assemblée et ont applaudi en solidarité avec le président giflé ... tandis que la une de *L'Humanité* a titré le lendemain « Extrême-droite : la cote d'alerte est franchie » et a ajouté « Président de la République giflé » à la liste de courses de la manifestation du 12 juin 2021 « pour les libertés et contre l'extrême-droite ».

Troublant, non ? En fait, pas vraiment, cette manifestation du samedi 12 juin, sous des airs antifascistes, est en réalité une manifestation de soutien au régime et à Macron, une manifestation qui pose déjà la question du « barrage » et du « front républicain » au second tour de la présidentielle. En 2022, comme en 2017, on nous dira « pas une voix pour Le Pen » avec le résultat que l'on sait. Dénoncer l'extrême-droite sans combattre Macron, c'est le soutenir.

Depuis des mois, les uns et les autres, PS, EELV, PCF et LFI ne luttent pas contre Macron. Ils ont voté comme un seul homme en mars 2020 la loi de finances rectificative instaurant l'état d'urgence sanitaire, réduisant nos libertés et gavant les entreprises d'argent public. La loi sur la sécurité globale, loi d'extrême-droite, a été adoptée sans coup férir et sans qu'aucun appel digne de ce nom des partis de gauche à lutter et marcher contre la promulgation de cette loi n'ait vu le jour. La loi sur le séparatisme, loi d'extrême-droite, a été votée grâce à l'abstention du PS, du PCF, les députés LFI ayant voté favorablement une grande partie de ses articles.

Certains, convaincus ou opportunistes, comme Faure pour le PS, Roussel pour le PCF, Jadot pour EELV, ont même manifesté le 19 mai avec les

syndicalistes policiers devant l'Assemblée, vilipendant les lenteurs de la justice et réclamant des peines plus sévères pour un crime contre les forces de l'ordre... Ce même Roussel qui se rapproche chaque jour de l'extrême-droite et fait dans la surenchère sécuritaire : ce n'est pas 10 000 flics qu'il faut recruter mais 30 000 ; concernant les réfugiés déboutés du droit d'asile, il énonce tranquillement sur Cnews qu'ils ont « vocation à rentrer chez eux ».

En réalité, entre Mélenchon, Roussel, Faure et Jadot, il n'y a pas grande différence. Ce sont les 2 faces d'une même médaille : une polarisation extrême sur l'extrême-droite et ses thématiques (la patrie, l'immigration, la sécurité) ; côté pile, on assure ne plus abandonner à la droite les thèmes dits régaliens et vouloir parler de sécurité dans les banlieues, d'immigration ... ; côté face, on appelle au réveil citoyen contre l'imminence de l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir.

Il faut se le rappeler en permanence : l'extrême-droite n'est que le symptôme du vide abyssal laissé par les forces de gauche, syndicales et politiques, de leur asservissement et de leur refus de lutter pour la classe ouvrière. Depuis des mois, le PS, le PCF, LFI et le NPA ont l'œil rivé sur les échéances électorales à venir. Mais que pourra-t-il sortir de sain de ces attelages qui font se donner la main le NPA et le PS ? Pour les régionales, le NPA fait en effet liste commune en Occitanie et Nouvelle-Aquitaine avec LFI qui passe 4 accords avec le PCF, 3 avec EELV et 1 avec le PS ; de son côté, le PCF fait la même chose avec le PS (9 fois), LFI (4 fois) et EELV (3 fois) tandis qu'EELV s'allie avec le PCF (3 régions), LFI (3 régions) et le PS (4 régions) et que le PS s'acoquine avec le PCF à 9 reprises, EELV à 4 reprises et LFI dans les Hauts-de-France.

Contrairement à tous les discours alarmistes sur le danger fasciste, le Rassemblement national ne progresse pas et les projections pour les régionales sont plutôt en faveur d'un repli.

Ce qui augmente, c'est l'abstention, de manière massive, témoignant de l'inadéquation totale des programmes des partis de gauche avec les aspirations profondes de la classe ouvrière. Dernier exemple en date : dans le XX^e arrondissement de Paris, LFI et sa candidate Danièle Simonnet se félicitant d'être arrivées au second tour en doublant le nombre de voix entre les 2 tours... quand seulement 12 600 sur 77 000 électeurs se sont déplacés, soit une abstention de près de 84 % !

Pour chasser Macron, c'est un programme d'urgence dont la classe ouvrière a besoin !

Unité ouvrière pour un plan d'urgence en faveur des salarié.e.s, des chômeur.e.s, des retraité.e.s et des jeunes !

Unité ouvrière pour la grève générale pour chasser Macron !

11 juin 2021

ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je souhaite m'abonner au journal La Commune

☐ Abonnement 11 numéros (26€)

☐ Abonnement 11 numéros + 4 numéros à choisir (30€)

☐ Abonnement de soutien 11 numéros (40€ ou plus)

☐ Abonnement de soutien 11 numéros + 4 numéros à choisir (50€ ou plus)

Possibilité de paiement par PayPal ou carte bleue sur le site lacomune.org/abo

ou par chèque à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec
le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO, 8 rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER**

Chômage, précarité et misère : un été meurtrier !

La crise économique et sociale s'installe durablement. Pour la classe ouvrière, tous les signaux sont au rouge. Pour les « investisseurs », tout au contraire, la France est parmi les pays les plus attractifs en 2021. Ceci explique cela. Jusqu'où Macron ira-t-il et jusqu'où les partis et organisations syndicales oseront-ils aller dans l'accompagnement des régressions sociales ? Etude des symptômes d'« un été meurtrier » ...

Niveau de vie et logement

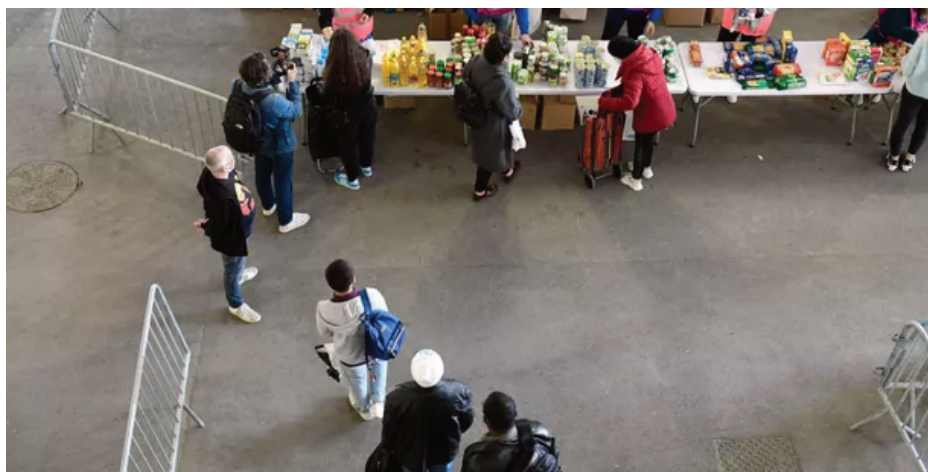
« La pauvreté démultipliée », tel est l'intitulé d'un rapport officiel remis en mai dernier au premier ministre. Les rapports se suivent et se ressemblent. De plus de 9 millions de personnes en 2018, vivant au-dessous du seuil de pauvreté à 1063 euros nets, on s'achemine vers 12 millions en 2021. Avec plus de la moitié en-dessous de 30 ans. Fin février dernier, plus de 2 millions de foyers percevaient désormais le RSA (Revenu de Solidarité Active, (565 euros pour une personne seule, 848 euros pour un couple), soit un nombre de bénéficiaires en augmentation de 5% sur un an. 300 000 personnes sont à la rue. A la fin de l'année dernière, les demandes d'aides alimentaires avaient augmenté de plus de 30 %.

Après un report de la trêve hivernale, le 1^{er} juin verra exploser le nombre d'expulsions locatives, 30 000 procédures étant déjà en cours, soit deux fois la moyenne annuelle. Loin de les stopper, le gouvernement en prépare la reprise, avec le concours de la force publique, « de manière échelonnée » et « maîtrisée », en cette année de campagne électorale.

Emploi

Côté emploi, c'est une baisse massive du nombre de CDD et des jobs les moins qualifiés. Fin mars 2021, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits dans la catégorie A (sans activité) dépasse les 3,5 millions, en hausse de 7% sur un an. Fin 2020, sur les plus de 6 millions d'inscrits à Pôle Emploi, seuls 2,6 millions percevaient une allocation. D'après les données fournies par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail (DARES), on comptabilise plus de 104 000 ruptures de contrats de travail dans le cadre de plans de licenciements, un tiers dans l'industrie manufacturière, mais aussi dans le commerce et le transport.

Fin 2020, du fait des aides publiques massives, notamment les prêts garantis



par l'Etat aux entreprises (135 milliards versés à plus de 645 000 entreprises à fin février), le nombre de faillites était en recul de plus de 39% sur un an. Le dispositif de chômage partiel pour plus de trois millions de salariés, avec un reste à charge de l'ordre de 15% pour l'employeur, supporté par les finances publiques dépasse les 32 milliards d'euros. Et, depuis le décret du 30 septembre et jusqu'au 30 juin 2022, « si les perspectives d'activité se sont dégradées », le patron peut licencier le salarié au chômage partiel de longue durée (APLD) sans avoir à rembourser les aides perçues !

Salaire différé et assurance chômage

Reports et exonérations de cotisations sociales se multiplient en conséquence, dépassant les 30 milliards d'euros.

L'application au 1^{er} juillet de la nouvelle réforme de l'assurance chômage entraînera la baisse des allocations pour plus d'un million de chômeurs, baisse d'en moyenne 17% selon l'UNEDIC et qui pourra aller jusqu'à 40%. Concrètement, pour un salarié au SMIC ayant travaillé pendant 8 mois sur la période de référence (24 mois), cela veut dire 300 euros de perte mensuelle de salaire, l'allocation-chômage passant de 985 euros à 227 euros ! Les travailleurs les plus

touchés seront les plus précaires, ceux alternant CDD et chômage, les temps partiels, les intérimaires. Avec la réforme, les congés maladie, congés maternité et périodes de chômage partiel seront considérées comme périodes non travaillées. Alors même que la politique de sanctions et radiations a repris, poussant ainsi à revoir les critères de recherche (niveau de salaire, nature de l'emploi) et à accepter des offres « raisonnables ».

Temps de travail

Tout naturellement, en reprenant la rengaine selon laquelle la France « est déjà un des pays où l'on travaille le moins » en Europe, est de nouveau reprise l'offensive sur le temps de travail. Conséquence de la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019, l'augmentation du temps de travail à 1607 heures annuelles (merci Martine Aubry !) venant rogner tous les acquis des luttes sociales aboutit à une perte importante de jours de congés. Ainsi, après de nombreux autres agents territoriaux ayant combattu la réforme, les agents de la ville de Paris luttent actuellement pour ne pas perdre huit jours de congés en passant de 1550 heures à 1607 heures annuelles. En augmentant ainsi le temps de travail, il s'agit de supprimer des postes budgétaires. La loi serait déclinée dans toute la fonction publique.

Et les confédérations syndicales dans tout ça ?

Suite aux récentes élections professionnelles dans les Très Petites Entreprises (TPE), le cumul des scrutins organisés depuis 2017, avec une participation d'à peine 40%, a confirmé le maintien de la CFDT de Berger (27%) et le lent déclin de la CGT de Martinez (23%), deux centrales syndicales parfaitement intégrées aux rouages de décisions économiques. Les grands messes se ressemblent et se succèdent avec « les partenaires sociaux » sur toutes les régressions sociales, avec un art consommé dans l'accompagnement des réformes et l'étouffement de la contestation.

La France, premier pays d'Europe pour les « investisseurs » en 2020

C'est ce que vient de révéler le baromètre 2021 du cabinet Ernst & Young : elle a accueilli en 2020 985 projets d'investissement, chiffre dépassant pour la 2e année consécutive l'Allemagne et le Royaume-Uni. Et Bercy de vanter les réformes passées et à venir (réforme du marché du travail, loi Pacte de 2019, réduction de l'impôt sur les sociétés, Crédit Impôt Recherche déductible de l'impôt sur les sociétés et en constante augmentation depuis 2003, réforme des retraites ...) comme ayant permis ces investissements internationaux qui déboucheraient à terme sur des créations d'emplois. L'exploitation de la force de travail est donc libérée de contraintes et de droits protecteurs pour les salarié.e.s. Les aides publiques vont aux dirigeants d'entreprises et actionnaires au détriment des salarié.e.s et de la population.

Et malgré la chute de 55% des profits des groupes du CAC 40 pour 2020, ceux-ci (notamment Total, Sanofi, Axa,...)



verseront plus de 51 milliards de dividendes à leurs actionnaires, en hausse de près de 22% par rapport à 2020.

Notamment pour les grandes entreprises, la crise est une opportunité pour restructurer et réduire drastiquement leurs effectifs et accroître leurs profits. On le voit dans le secteur de l'automobile qui se sépare de toutes les fonderies, sous couvert d'enjeux écologiques. Les plans de licenciements s'accumulent, rejetant, « *quoi qu'il en coûte* », des milliers de familles dans l'extrême précarité.

« Un été meurtrier » ?

Le 3 juin dernier, en déplacement de campagne dans le Lot, Macron a déclaré se moquer d'être décrit comme « le président des riches ». L'assumant totalement, il en a profité pour ajouter, fidèle à son mandat, « *devoir prendre des décisions, certaines difficiles* » au cours de l'été. Le report à 64 ans de l'âge minimum pour l'ouverture des droits à retraite et l'augmentation de la durée de cotisation à 43 ans sont actuellement relayés par les médias pour tester l'opinion publique. La docilité des appareils syndicaux permet à Macron et à son gouvernement d'envisager de boucler son programme avant 2022. C'est pourquoi il prévoit pour cet été une grande concertation avec les Français, voire un sommet social avec patronat et syndicats pour abonder le plan de relance.

Les gifles et les enfarinages de la campagne électorale pour les régionales risquent de perturber l'ambiance cordiale de ces conférences et sommets sociaux entre le président, ses patrons et ses dirigeants syndicaux ...

Pour la classe ouvrière, les solutions ne viendront ni des élections, ni des conférences sociales. C'est par et dans la lutte des classes que l'issue sera trouvée. Sans attendre, il faut un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

11 juin 2021

Retrouvez ici le plan d'urgence proposé par La Commune en janvier 2021 :

www.lacommune.org/PU2021

« Le plan d'urgence n'est la propriété de personne. Le plan d'urgence est construit à partir des exigences que les travailleurs mettent en avant eux-mêmes dans les grèves. »

Plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron :

- pour en finir avec les licenciements, pour abolir le chômage et la précarité
- pour abolir la misère et la vie chère
- pour la défense et développement des services publics
- pour la gratuité des soins, défense de la sécurité sociale et du modèle 1945
- pour le droit à l'éducation
- pour le droit au logement pour tous
- pour l'égalité des droits
- pour la défense des droits et libertés démocratiques

Le drapeau de l'Internationale flottait sur la Commune

Ce sont les oublié.e.s des combattant.e.s de la Commune de Paris. Des hommes et femmes ont combattu et péri comme leurs frères et sœurs de combat français.e.s ; des étranger.e.s ont lutté sous le drapeau de la révolte des Parisien.e.s contre les troupes ennemies et les Versaillais. Leur accordant les mêmes droits sociaux que les Français.es, la Commune a permis à des étranger.e.s de prendre des responsabilités dans ses organes de direction, civils ou militaires.

Très peu de travaux ont été consacrés à l'immigration étrangère à Paris avant la fin du XIX^e siècle. Un nombre important d'étranger.e.s ont participé à la Commune. Le rapport du général Appert fait état de 1 725 de ces combattant.e.s arrêté.e.s : soit 5% des arrestations. Pour la plupart des hommes dont 757 Belges, 215 Italiens, 201 Suisses, 154 Hollandais, 110 Polonais, 100 Allemands dont 19 Autrichiens pour ne retenir que les communautés les plus importantes. De tous ces combattant.e.s arrêté.e.s, 1 236 ont fait l'objet d'un non-lieu (1 205 hommes, 19 femmes et 12 enfants), 62 ont été expulsé.e.s du territoire français et 436 retenu.e.s pour jugement, ce qui ne comprend pas les condamné.e.s par contumace.

Les communards allemands

Si les Allemands semblent si peu nombreux par rapport aux autres communautés, c'est que dès le début de la guerre, la très grande majorité des travailleurs d'origine allemande a été expulsée, alors que le recensement de 1866 en dénombrait 34 273 dans la Seine. Ceux qui combattirent furent pour la plupart fusillés.

Les communards belges

Les Belges sont au nombre de 40 à 45 000. Ils sont dans leur immense majorité salariés de l'industrie, et, pour une part importante, ouvriers typographes et comme tels, particulièrement réputés. Parmi ces combattants, citons Michel Chrétien et Georges Melotte. Michel Chrétien, né en 1832 à Thulin (Belgique), est ouvrier tanneur puis musicien. Pendant le siège de Paris, il s'engage comme musicien dans la 1^{ère} compagnie du 243^e bataillon de la Garde nationale. Il est écroué à Versailles, s'enfuit, mais est repris. Il passe alors en conseil de guerre et est condamné à la déportation. Il arrive à Nouméa le 28 février 1874. Il est finalement expulsé du territoire français le 15 janvier 1879. Georges Melotte, né à Bruxelles, arrive en France où il vit pauvrement comme professeur de mathématiques à Paris. Pendant la Commune, il préside des séances du club Notre-Dame-des Victoires. Au début de mai, au nom

du « Comité belge », il lance avec d'autres un appel à la constitution d'une légion fédérale belge au service de la Commune. Le 14 décembre 1872, le 10^e conseil de guerre le condamne par contumace à la déportation ; il finit en exil à Londres.

Les communards italiens

Les Italiens sont peu nombreux ; ils sont 7 398 en 1866. Ils pratiquent des métiers divers tels que vitriers, ramoneurs, fumistes piémontais ou musiciens ambulants (3 000 en 1870). Malgré l'auréole garibaldienne, peu d'Italiens combattent au sein des troupes de la Commune. Garibaldi refuse en effet le commandement



Napoléon La Cécilia

de la Garde nationale offert par le Comité central le 18 mars, estimant qu'il s'agit d'une guerre entre Français. Toutefois d'anciens garibaldiens servent la Commune avec bravoure. Parmi eux, se trouvent Napoléon La Cécilia qui est d'origine italienne, et Gagliemo Biffi qui tente de ressusciter la Légion italienne sans succès. En fait, la plupart des Italiens sont disséminés dans des corps de Francs Tireurs. Quelques-uns occupent des postes de responsabilité, notamment le peintre Noro commandant le 22^e bataillon fédéré.

Les communards polonais

La colonie polonaise est composée d'au moins deux strates : les exilés de l'insurrection 1830-1831, plutôt conservateurs, et ceux de l'insurrection de 1863, plus radicaux. Ces expatriés vivent en nombre dans le XIX^e arrondissement. Ce regroupement est un pôle politique important. Ils travaillent en majorité comme ouvriers peu spécialisés et vivent assez misérablement. Leur engagement dans le combat de la Commune est la suite logique de leur premier engagement aux côtés des troupes françaises contre la Prusse qui occupait une partie de leur pays d'origine. A noter : nombre de ces Polonais sont d'anciens officiers de l'armée russe qui ont acquis une expérience de la guerre insurrectionnelle de 1863. Parmi tous les étrangers qui combattent pour la Commune, les Polonais sont les seuls à constituer un noyau homogène et les seuls à qui l'on confie des responsabilités militaires. C'est quand la Commune est installée qu'un grand nombre de Polonais accède à des postes importants dans la hiérarchie de la Garde nationale. Parmi ces combattants polonais, il faut noter l'importance de certains d'entre eux dans le développement de la Commune. Jaroslaw Dombrowski, arrêté avant l'insurrection de 1863, s'évade pour rejoindre la France où il prend la tête de l'Union de l'émigration polonaise. Il est également membre de l'Internationale. Il réussit à faire libérer des



Jaroslaw Dombrowski

prisonniers et déserteurs prussiens d'origine polonaise, pour la plupart natifs de la province de Posnanie annexée par la Prusse. Ils s'enrôlent au sein des unités communardes ainsi qu'au sein de l'état-major. Dombrowski, nommé général, est sur tous les fronts au péril de sa vie. Il est mortellement atteint le 23 mai rue Myrha et succombe de ses blessures. Les frères Okolowicz participent tous à la Commune. L'aîné, Auguste, plante un drapeau rouge sur la colonne de la Bastille le 18 mars. Après s'être battu aux côtés de Dombrowski à Asnières, il est promu général. Après avoir été fait prisonnier, il s'évade de Satory et se réfugie en Belgique. Il meurt le 5 septembre 1891 en France. Un autre Polonais joue un rôle remarquable : Walezy Wroblewski. Après 1864, il se réfugie en France et vit chichement à Paris comme allumeur de réverbères et compositeur d'imprimerie. Il est membre du Conseil Général de l'Internationale. Au début d'avril 1871, Cluseret lui confie le commandement des forts du Sud. A l'entrée des Versaillais dans Paris, il organise la résistance du XIII^e arrondissement. Selon Lissagaray, il mène une résistance acharnée qui permet à ses hommes et lui-même de se replier sur la rive droite de la Seine. Il tente de résister jusqu'à la fin près du Château-d'Eau avant de se réfugier au Père-Lachaise et de trouver refuge chez une concierge. Il gagne l'Angleterre et est condamné par contumace à la peine de mort par le 17^e conseil de guerre en 1872. Bon nombre de Polonais moins « célèbres » périrent en défendant la Commune ou furent condamnés et fusillés.



Elisabeth Dmitrieff

Un communard incontournable

Il est impossible de passer sous silence Léo Frankel. Né le 28 février 1844 à Budapest, il est orfèvre, membre de l'Internationale et élu du Conseil de la Commune. En 1867, il s'établit à Lyon où il adhère à l'Internationale en s'affiliant « directement à Londres ». Il vient vivre et travailler à Paris où il est correspondant du *Social-Demokrat*. Il est impliqué dans le troisième procès de l'Internationale. Il déclare à ses juges « *L'Association Internationale n'a pas pour but une augmentation du salaire des travailleurs, mais bien l'abolition complète du salariat, qui n'est qu'un esclavage déguisé* ». Le 28 mars 1871, il est élu membre de la Commune dans le XIII^e arrondissement. Dans une lettre écrite à Karl Marx, il se réjouit de son élection « *non pour des raisons personnelles* » mais « *pour son importance internationale* ». Il ajoute : « *Si nous réussissons à transformer radicalement le régime social, la révolution du 18 mars serait la plus efficace de celles qui ont eu lieu jusqu'à ce jour. Ce faisant, nous arriverons à résoudre les problèmes cruciaux des révolutions sociales à venir. Dès lors, il nous faut tout faire pour atteindre notre but* ». Il prend une part active dans la Commune, en particulier en devenant délégué au Travail et à l'Échange. Il est blessé le 25 mai à la barricade de la rue du Faubourg-Saint-Antoine où il est sauvé par la militante russe de l'Internationale Elisabeth Dmitrieff. Le 6^e conseil de guerre le condamne à la peine de mort. Il fuit, passe par la Suisse et rejoint Londres où il donne tout son temps à la construction de l'Internationale. Il meurt à Paris et ses derniers vœux sont : « *Mon enterrement doit être aussi simple que celui des derniers crève-de-faim. La seule distinction que je demande c'est d'envelopper mon corps dans un drapeau rouge, le drapeau du prolétariat international, pour l'émancipation duquel j'ai donné la meilleure part de ma vie et pour laquelle j'ai toujours été prêt à la sacrifier* ».

Les communardes étrangères

Ce résumé de l'histoire des étrangers dans la Commune ne saurait se terminer sans parler de ces femmes étrangères qui offrirent leur vie à la cause des Communard.e.s, à l'instar de Louise Michel et des



Léo Frankel

femmes de Paris. Tout comme pour les hommes, les ressources biographiques sur ces étrangères sont trop succinctes. Ici nous nous contenterons de citer Elisabeth Dmitrieff et Anna Jaclard. Elisabeth Dmitrieff est née en 1851 en Russie ; elle contracte un mariage blanc avec le colonel Toumanovski ce qui lui permet de partir de Russie, pour la Suisse d'abord, puis à Londres à la fin de l'année 1870. Elle fréquente Marx qui l'envoie à Paris. Elle cofonde l'*Union des Femmes pour la défense de Paris* et travaille avec Frankel. Elisabeth prend part au combat ; le 25 mai elle soigne Frankel blessé. Le 6^e conseil de guerre la condamne par contumace le 26 octobre 1872 à la déportation. Elle arrive à fuir en Russie où elle termine sa vie. Anna Jaclard, née Korvin-Krukovskaja Anna Vassilievna, voit le jour à Saint-Petersbourg le 18 octobre 1844. Avec sa sœur Sonia, elles décident de partir à Paris. Elle y rencontre Jaclard qui devient son mari. Elle le suit à Genève où il doit s'exiler. En 1870, elle fait partie du groupe russe adhérent de l'Internationale. En septembre, elle rentre à Paris avec Jaclard. Durant la Commune, elle appartient au Comité de Vigilance des citoyennes du XIII^e arrondissement et à la commission pour organiser et surveiller l'enseignement dans les écoles de filles. Le 5^e conseil de guerre la condamne par contumace aux travaux forcés à perpétuité. Graciée en 1879, elle revient à Paris où elle meurt le 12 octobre 1887.

Ces femmes et hommes venu.e.s de loin pour se battre contre les envahisseurs et les Versaillais ont donné tout leur sens à l'internationalisme prolétarien. Nous, trotskistes et internationalistes, en sommes les héritier.e.s L'exemple de ces communard.e.s étranger.e.s doit nous donner la voie et la force de construire l'Internationale dont les prolétaires en lutte ont besoin.

Vive la Commune et ses combattant.e.s, vive l'internationalisme prolétarien !

La Semaine sanglante, 21-28 mai 1871

La Semaine sanglante est le nom des derniers jours de la Commune de Paris, de la répression du premier gouvernement ouvrier et de toutes celles et ceux qui l'ont défendue contre les troupes du gouvernement versaillais. Cette appellation en dit long sur la violence des Versaillais et sur le massacre subi par les communard.e.s. Sa caractérisation tout comme le nombre de mort.e.s sont fréquemment remis.e.s en cause. *La Commune* fait le point grâce à l'ouvrage de Michèle Audin, *La semaine Sanglante. 1871. Légendes et comptes*, paru en 2021.

Petit rappel chronologique

Le 21 mai : les troupes de Versailles entrent dans Paris par la porte de Saint Cloud.

Le 22 mai : les troupes progressent dans l'Ouest parisien.

Le 23 mai : elles prennent Montmartre.

Le 24 mai : les Versaillais investissent le quartier latin.

Le 25 mai : la dernière séance de la Commune se tient à la mairie du 11^e arrondissement.

Le 26 mai : les Versaillais s'emparent du faubourg Saint Antoine.

Le 27 mai : l'armée versaillaise entre dans Belleville et Ménilmontant. Au Père-La-chaise, suite à de rudes combats, 147 prisonniers sont exécutés au mur, appelé désormais « mur des Fédérés ».

Le 28 mai : Belleville est investie par les Versaillais ; dernières barricades rue Ramponneau et rue de la Fontaine-au-roi.

Louise Michel évoque cette dernière journée

« Versailles étend sur Paris un immense lin-cueil rouge de sang ; un seul angle n'est pas encore rabattu sur le cadavre.

Les mitrailleuses moulent dans les casernes. On tue comme à la chasse ; c'est une boucherie humaine : ceux qui, mal tués, restent debout ou courent contre les murs, sont abattus à loisir.

(...) La Commune n'a plus de munitions, elle ira jusqu'à la dernière cartouche.

(...) La Commune était morte, ensevelissant avec elle des milliers de héros inconnus ».

Comptes et décomptes

En 1898, Louise Michel évoque la première bataille des chiffres : « *Alors on se souvient des otages, des prêtres ; trente-quatre agents de Versailles et de l'Empire sont fusillés. Il y a dans l'autre poids de la balance des montagnes de cadavres* ».



Durant la Semaine sanglante, 100 000 soldats commandés par Versailles investissent Paris et seuls 877 (toutes les sources sont unanimes) décèdent dans les combats.

Pour les morts de la Commune, Lissagaray les estime à peu près à 20 000 morts, Louise Michel à 30 000 quand l'anticommunard Maxime Du Camp n'en dénombre que 6 667 ...

Dans son livre *La Guerre contre Paris*, paru en 1981, l'historien anglais Robert Tombs, spécialiste de l'armée versaillaise, a revu les décomptes. Si son appréciation de la répression est assez intéressante (il documente le sentiment de la troupe, des soldats fort peu enclins à la répression qui n'aurait été violente et massive qu'en raison des ordres des généraux versaillais), son estimation du nombre de morts est beaucoup plus contestable : entre 10 ou 15 000 morts, qu'il a encore révisé dans les années 2000, pour ne pas dépasser 6 500 !

Fort heureusement, la mathématicienne et historienne de la Commune, Michèle Audin, a fait récemment un énorme travail pour recompter mais aussi retrouver des sources pour s'approcher au plus près du nombre de morts de la Commune. Grâce à une recherche rigoureuse, elle arrive à des chiffres assez proches de ceux de Lissagaray, soit 20 000 morts : 10 000 inhumés dans les cimetières parisiens, à peu près 5 000 dans les cimetières environnants, et environ 5 000 disparus. En effet, la manière dont les communard.e.s ont été tué.e.s fait qu'on ne pourra jamais arriver à les décompter : noyé.e.s dans la Seine ou dans le canal Saint-Martin, enter-

ré.e.s à la va-vite sur le chemin des prisons de Versailles, brûlé.e.s dans les maisons ou laissé.e.s à l'état de « *débris humains* » ...

Ce massacre empêchant tout décompte des morts, toute histoire documentée, a été décrite par un contemporain engagé, Élisée Reclus, dans *La Commune de Paris au jour le jour*, à la date du 27 mai 1871 :

« Les gens du quartier commencent à sortir, ils vont prendre connaissance de ce qui se passe au dehors. Ils reviennent avec des récits épouvantables. La berge du fleuve est parsemée de cadavres, les rues aussi. Dans certaines cours, des corps morts sont amoncelés. On emporte des carcasses par charrettes pour les enfouir dans des fosses profondes qu'on recouvre de chaux vive ; ailleurs on les asperge de pétrole puis on les brûle ; on a vu un convoi de dix à douze omnibus remplis de débris humains.

Un ami qui nous apporte des renseignements montre les semelles de ses bottines imprégnées de sang...

Des deux côtés de la Seine un filet rouge coule le long des berges. »

Sur le caractère volontairement exemplaire de la répression, aucun doute ... le criminel qui l'a commandité, Adolphe Tiers, l'ayant télégraphié aux préfets le 25 mai 1871 :

« Le sol de Paris est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insurgés qui osaient se déclarer partisans de la Commune ».

Si la Commune de Paris a été massacrée, occultée, jamais enseignée dans les livres d'histoire, si les communard.e.s ont été assassiné.e.s et déporté.e.s, l'idée d'un gouvernement ouvrier, d'un gouvernement par les ouvrier.e.s, pour les ouvrier.e.s n'est pas morte et est bien vivante !

Vive la Commune de Paris et vive le socialisme !

28 mai 2021

Les Ouïghours : un peuple en danger de mort

Les Ouïghours sont un peuple turcophone, à majorité musulmane sunnite, habitant la région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine. Réprimés durant tout le XXe siècle, les Ouïghours sont désormais les victimes de ce qu'il faut appeler un génocide, mis en oeuvre méthodiquement par le gouvernement chinois, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste.

Rappel historique : de la République du Turkestan au « problème » ouïghour

En 1933, la République islamique du Turkestan oriental est proclamée à Kachgar ; en février 1934, elle est détruite. 1944 voit naître une seconde république du Turkestan. Cela dure cinq années jusqu'en 1949 avec la fuite du Kuomintang à Taiwan et la déclaration de la République populaire de Chine.

Plusieurs révoltes émaillent ces dernières décennies. En avril 1990, un soulèvement a lieu dans la ville d'Akto. La répression est féroce ; les troupes chinoises tirent dans la foule et font 60 morts. En 1997, une nouvelle révolte est matée encore plus sévèrement : 167 morts.

Depuis les attentats de 2001, le gouvernement chinois a un motif tout trouvé pour justifier la répression organisée contre le peuple ouïghour. Prenant le prétexte de faire la chasse à des groupuscules terroristes, le peuple ouïghour devient la cible des exactions des forces de maintien de l'ordre chinoises.

La répression organisée suit de très près l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, secrétaire général du Parti Communiste Chinois en 2012 et président de la République de Chine en 2013. Mais c'est en 2016 que la politique d'internement et de répression commence vraiment, avec l'arrivée de Chen Quanguo. Celui-ci, après s'être fait la main au Tibet, accède alors au poste de secrétaire du Parti Communiste au Xinjiang. Dans la plus pure tradition du régime de Pékin, il met en place une série de mesures coercitives afin de venir à bout du « problème » ouïghour.

Des camps « d'apprentissage »

Comme savent parfaitement faire les autorités chinoises, sont ouverts des camps dits de formation sous couvert d'apporter aux Ouïghours des connaissances nouvelles. Un million de détenus sont passés par ces centres qui ne sont que des lieux de torture, d'endoctrinement et de mort.



Les conditions de détention sont plus proches de camps de concentration que de « lieux d'étude », comme les décrit le gouvernement chinois. Les camps sont surveillés par des caméras quel que soit le lieu où se trouvent les prisonniers.

Les femmes ouïghoures, objets de toutes les attentions

Les femmes ouïghoures paient un lourd tribut à la folie meurtrière de Pékin. Elles sont, comme les hommes, enfermées dans les camps où elles vivent des conditions de détention iniques. Tursunay Ziyawwudun témoigne à la BBC des expériences traumatisantes lors des neuf mois passés dans un camp de détention. Elle se rappelle des incursions discrètes de gardiens et d'hommes extérieurs au camp. Ils pénétraient dans les cellules des femmes pour les violer loin des caméras ou les vendre à ces hommes. Tursunay en a malheureusement fait la triste expérience.

Dans ces mêmes camps, des femmes subissent une stérilisation forcée. L'une d'elles a déclaré à la télévision française qu'une substance lui avait été injectée à plusieurs reprises par des médecins dans une prison de l'ouest du Xinjiang. Après les injections, les femmes n'avaient plus leurs règles. Des femmes ont pu témoigner que, pendant leurs incarcérations, elles

ont été forcées d'avorter de leurs bébés. Stérilisations et avortements forcés permettent à Pékin de contrôler la croissance naturelle d'une population qui représente 1 % de la population totale de la Chine ; une façon de réduire à néant le peuple ouïghour.

Des enfants volés à leurs parents

Après avoir emprisonné les parents, l'État chinois « prend en charge » leurs enfants. Considérés comme orphelins virtuels, ils sont enfermés pour être reformatés dès le jardin d'enfants à apprendre le mandarin, à dénoncer leurs familles et à oublier la langue des parents.

Ces violences politiques extrêmes perpétrées par les autorités chinoises contre les Ouïghours sont organisées, planifiées et témoignent d'une véritable intention de détruire le peuple ouïghour.

Le silence de la communauté internationale laisse peu d'espoir pour l'avenir des Ouïghours. L'empire du milieu n'est pas à sa première expérience dans la destruction d'un peuple. Il a, avec la complicité des dirigeants du monde entier, les coudees franches pour aller au bout de ce qui ressemble à un génocide.

30 mai 2021

L'Amérique latine se révolte et entame un virage à gauche !

par Alejandro Bodart, référent du Mouvement socialiste des travailleurs (MST) argentin et coordinateur de la Ligue Socialiste Internationale (LIS)

La révolte de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement Duque en Colombie, le résultat de l'élection des constituant.e.s au Chili et le triomphe de Pedro Castillo au Pérou sont les dernières expressions des changements profonds en cours sur le continent. Ces événements confirment que nous traversons une situation prérévolutionnaire qui représente, pour nous révolutionnaires, des défis et des opportunités importants.

L'année 2019 a été un tournant mondial. Une vague de révoltes et de révolutions contre les « ajustements » du capitalisme en crise a balayé le monde entier. L'irruption en 2018 des Gilets jaunes en France annonçait ce qui pouvait arriver. Mais ce sont les soulèvements populaires de fin 2019 dans différents pays du Moyen-Orient et d'Amérique latine qui ont commencé à changer la donne internationale. Ces deux régions de la planète sont devenues les épicentres de ce mouvement.

Dans notre bien-aimée Amérique latine, nous avons vu notre peuple frère équatorien se soulever, démolir l'« ajustement » convenu avec le FMI et mettre le gouvernement de Lénine Moreno dans les cordes ; on a assisté à la révolte contre le gouvernement Piñera et le régime des « 30 ans » hérité du « pinochétisme » au Chili ; la grève générale historique contre l'« ajustement » en Colombie ; l'effervescence des travailleurs contre le gouvernement d'Evo Morales, l'assaut contre le pouvoir de la droite puis sa défaite et bien d'autres processus.

La pandémie a imposé une pause, mais comme les causes qui ont entraîné les révoltes n'étaient pas résolues ou que l'avancée de la conscience des masses était freinée, elles n'ont pas tardé à re-

prendre les rues. Au cœur de 2020, les Noirs et la jeunesse américaine ont été moteurs dans un processus de mobilisation aux caractéristiques historiques, élément central de la défaite électorale du suprémaciste Trump, et le peuple péruvien s'est soulevé et a renversé deux présidents, tandis que la mobilisation a commencé à se réactiver dans d'autres pays.

En 2021, nous assistons à un nouveau soulèvement massif et populaire contre le gouvernement Duque et le régime Uribe, responsables de la misère de millions de Colombiens, pour avoir laissé la jeunesse sans avenir et semé le terrorisme d'État pendant des décennies. Sans reculer face à une répression sanglante, des dizaines d'assassiné.e.s et des centaines de disparu.e.s, les personnes mobilisées ont déjà réussi à renverser le ministre de l'Économie détesté et les réformes fiscales et sanitaires, triomphes partiels importants qui ont dynamisé le mouvement. Des semaines de mobilisations de masse, de barricades, de barrages routiers et d'assemblées populaires expriment le rejet massif du gouvernement de l'un des pays les plus inégalitaires du continent.

Avec la rébellion colombienne en toile de fond, les élections de la Convention consti-



tuante se sont tenues au Chili les 15 et 16 mai. L'assemblée constituante, arrachée d'en bas par la mobilisation de masse, a représenté un triomphe monumental de la révolte qui a commencé en 2019 non seulement contre l'augmentation du ticket de métro qui l'a fait exploser, non seulement contre le gouvernement de droite de Piñera, mais contre tout le régime de la constitution « pinochétiste » imposé par la dictature et soutenu depuis par les partis de la Concertation chilienne, du PS et de la DC.

Les résultats des élections ont été un autre coup porté à ce régime mourant et la confirmation d'un profond virage à gauche du mouvement des masses. La droite au pouvoir n'a pas atteint le tiers des électeurs qui lui aurait permis d'opposer son veto à toute modification substantielle de la constitution actuelle. Les partis de l'ex Concertation ont été également sanctionnés, et les candidats de gauche, les mouvements sociaux et les « indépendants » qui étaient en première ligne de la révolte, sont apparus prépondérants, dépassant les 50 % des constituant.e.s.

L'apparition de la Colombie et du Chili aux avant-postes du mouvement secouant le continent n'est pas mineure. Lors de la montée révolutionnaire qui a secoué l'Amérique latine dans la première décennie du millénaire, ils ont été les deux principaux bastions de la réaction, leurs



régimes et le modèle néolibéral sont restés intacts, mis en orbite par l'impérialisme comme exemples à suivre. Le soulèvement de leurs peuples et le déclin de ces régimes marquent un nouveau moment dans la région et un coup monumental pour la droite réactionnaire qui était arrivée au pouvoir dans plusieurs pays au cours de la dernière décennie. Cela se voit au Brésil, où la mobilisation pour se débarrasser de Bolsonaro a commencé et cela s'est vu dans le mouvement qui a secoué le Paraguay il y a quelques mois.

Ce nouveau moment a été plus que confirmé lors des élections présidentielles au Pérou. La victoire surprise au premier tour de Pedro Castillo, un enseignant rural qui a développé le discours le plus radical parmi les candidats qui se sont présentés, est une démonstration complète des changements en cours et du virage à gauche des secteurs les plus pauvres de la société péruvienne. À la date où est rédigé cet article, Castillo bat la candidate de droite Keiko Fujimori au second tour et le peuple se mobilise pour que l'élection ne soit pas volée. Malgré les limites de Castillo, c'est déjà le déclenchement d'un nouveau séisme politique, non seulement au Pérou, mais dans toute la région.

Nous devons caractériser le nouveau moment que nous traversons en Amérique latine comme une *situation prérévolutionnaire*. La dynamique centrale du mouvement de masse est le rejet du statu quo, la rupture avec les dirigeants politiques hégémoniques de la dernière période et la volonté de descendre dans la rue pour les affronter et les détruire. N'importe quelle provocation peut déclencher la force dévastatrice des masses : une augmentation des tickets de métro, un « ajustement » fiscal, une affaire de corruption... N'importe quelle étincelle peut déclencher une révolution dans presque n'importe quel pays d'Amérique latine aujourd'hui.

Cependant, il s'agit d'une situation prérévolutionnaire et non révolutionnaire car il n'y a toujours pas de partis socialistes révolutionnaires avec l'influence, les ressources et la localisation nécessaires pour diriger les révoltes et les révolutions qui éclatent et les conduire à des triomphes définitifs sur le capital par l'instauration de gouvernements ouvriers et du peuple pauvre. Cela laisse une marge de ma-



nœuvre à la bourgeoisie, aux bureaucraties syndicales, au réformisme et à la social-démocratie pour éviter que l'ancien ne disparaisse et que le nouveau n'apparaisse. Au Chili, le « Frente Amplio » (Front large) et le PC ont conclu un pacte avec le gouvernement pour soutenir Piñera lorsque le peuple a demandé sa démission en masse ; maintenant ils essaient de s'assurer que l'assemblée constituante ne dépasse pas les limites de la démocratie bourgeoise ; en Colombie, c'est la bureaucratie de la Commission nationale du chômage qui soutient Duque et tente de détourner le processus vers une négociation avec le gouvernement, tandis que les variantes sociales-démocrates s'emploient à tout canaliser vers un processus électoral qui semble encore loin. Ce qu'aucune de ces directions traîtresses et réformistes ne peut faire, c'est revenir au temps d'avant : elles devront vivre avec une nouvelle situation qui, au milieu d'une grande polarisation, aura tendance à s'approfondir et à déclencher des révoltes récurrentes.

Au Pérou, la question est de savoir jusqu'où un éventuel gouvernement Castillo, allié à Verónica Mendoza et aux autres partis de centre-gauche, sera prêt à aller. Et une chose est sûre : s'il n'ose pas prendre des mesures économiques anticapitalistes - ce qu'il ne semble pas vouloir faire - et mener un processus constituant soutenu par la mobilisation et dépassant l'institutionnalité bourgeoise, il s'usera rapidement et l'illusion d'une partie des masses se transformera en déception et en colère.

Les masses ont la capacité de détruire les régimes qui les oppriment avec leur

propre force révolutionnaire spontanée. Mais leur capacité créatrice, pour remplacer ces régimes par de nouvelles structures et construire une nouvelle société, trouve sa limite dans les organisations politiques qu'elles ont à leur tête. Pour mener à bien la mobilisation révolutionnaire, liquider les régimes bourgeois, démanteler l'État capitaliste, imposer des gouvernements ouvriers et construire le socialisme, une direction révolutionnaire est nécessaire.

À leur tour, c'est dans le feu des révoltes et des révolutions que les organisations révolutionnaires se construisent, se tempèrent et peuvent se développer à pas de géant. Pour cette raison, la situation actuelle présente d'énormes défis et opportunités pour les révolutionnaires de nos pays. C'est en intervenant dans les révoltes, dans la mobilisation permanente et l'auto-organisation des masses, sans sectarisme ni opportunisme, en démasquant les forces réformistes qui détournent les processus et en trouvant les solutions de fond qui font défaut, que l'on peut construire les partis pouvant diriger la révolution socialiste. C'est le défi que nous assumons à la Ligue Socialiste Internationale et dans chacune de nos organisations et nous invitons les combattant.e.s à s'organiser avec nous pour faire de la nouvelle société que nous souhaitons tous construire, une réalité.

9 juin 2021

La Commune

N° 128 (nouvelle série)

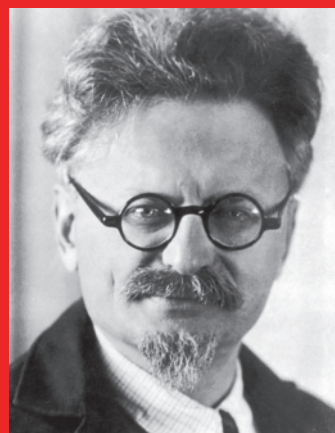
N° 185 (ancienne série)

Fondateur : Pedro Carrasquedo †
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Wladimir Susanj

Comité de rédaction : Paul Dumas, Wladimir Susanj, Isabelle Foucher, Julie Charmaillaux, Marie Gouze, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Francis Charpentier, Catherine Noury, Jérôme Lefauve, Rocío Uceda.

Directeur de publication :
Jean-Baptiste Carrier



Trotsky

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclins à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur. »

Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe, Préface du tome 1 (Février), 1930.